

Information financière trimestrielle

- **Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2017 de 21,1 Mds€, stable en variation organique¹**
- **Production nucléaire à un niveau cohérent avec l'objectif 2017**
 - France : 108,5 TWh, soit -7,6 TWh par rapport au 1^{er} trimestre 2016, conforme aux prévisions compte tenu des arrêts pour contrôles supplémentaires débutés en 2016
 - Royaume-Uni : 16,0 TWh, soit +0,3 TWh par rapport au 1^{er} trimestre 2016, maintien à un haut niveau de performance
- **Développements stratégiques du Groupe**
 - Accélération de l'allocation stratégique du capital aux énergies renouvelables :
 - Entrée en négociations exclusives pour l'acquisition d'une participation majoritaire dans Futuren², spécialiste de l'éolien terrestre, par EDF Énergies Nouvelles
 - Alliance avec le consortium mené par Masdar pour développer la 3^{ème} phase d'un parc solaire de 800 MW à Dubaï
 - Mise en service de projets : 189 MW bruts principalement en Inde (éolien et solaire) au cours du premier trimestre, 98 MW d'éolien au Royaume-Uni annoncés en avril
 - Mise en construction de nouveaux projets : 242 MW, principalement aux États-Unis
 - Services énergétiques, développement de l'activité de Dalkia :
 - Renouvellement du contrat de maintenance et de conduite des installations « froid et ventilation » avec le CERN³
 - Extension du réseau de chaleur de la ville de Limoges
 - Acquisition de la société Froid Climatisation Service 84, spécialisée en réfrigération et traitement de l'air dans le Sud-Est de la France
 - Étapes clés dans le nouveau nucléaire, conformément au planning :
 - Flamanville 3 : démarrage de la phase d'essais d'ensemble
 - Taishan : démarrage du remplissage du circuit primaire pour les essais à chaud, début du « First-Plant-Only-Test » (tests de vibration des structures internes de la cuve)
- **Avancées significatives dans le plan de performance**
 - Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour un montant d'environ 4 milliards d'euros. Taux de souscription de la part marché de 185,9 %
 - Plan de cession :
 - Cession de 49,9 % de RTE à la Caisse des Dépôts et CNP Assurances réalisée
 - Cession d'actifs de charbon et de fret d'EDF Trading à JERA Trading, et prise de participation de 33,3 % dans cette société
 - Cession de la totalité du capital d'EDF Démász zrt, filiale hongroise d'EDF, à Enksz réalisée
- **Faits marquants financiers**
 - Dividende : 0,90 euro par action proposé au titre de 2016
 - Solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action avec option de paiement en actions nouvelles compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,50 euro par action payé le 31 octobre 2016
 - Confirmation par l'État français du choix de paiement du dividende en actions
 - Détachement du dividende le 6 juin 2017 pour une mise en paiement du solde et règlement-livraison des actions le 30 juin 2017
 - Emission d'obligations senior « Samourāï » pour 137 Mds¥ (soit 1,1 Mds€), dont deux tranches vertes d'un montant total de 26 Mds¥ (soit ~210 M€) qui seront dédiés au financement des investissements renouvelables. Les « Green Bonds » émises à ce jour par le Groupe représentent environ 4,5 Mds€
- **Objectifs 2017 confirmés**
 - **Production nucléaire** : 390 - 400 TWh
 - **EBITDA⁴** : 13,7 - 14,3 Mds€
 - **Endettement financier net/EBITDA⁵** : ≤ 2,5x
 - **Taux de distribution du résultat net courant⁶** : 55 % à 65 %

¹ Variation organique à périmètre et change comparables

² Futuren opère en France, en Allemagne, au Maroc et en Italie, exploite un portefeuille de parcs éolien d'une capacité brute de 389 MW, gère 357 MW de parcs éoliens pour compte de tiers et développe des projets représentant plus de 168 MW de capacité

³ Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire

⁴ À taux de change 2016

⁵ À taux de change 2016 et hypothèse de taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017

⁶ Ajusté de la rémunération des emprunts hybrides comptabilisés en fonds propres

Objectifs 2018 et au delà maintenus

Objectifs 2018

- **Charges opérationnelles⁷** : -0,7 Md€ par rapport à 2015
- **EBITDA⁸** : $\geq 15,2$ Mds€
- **Investissement net hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs** : environ 10,5 Mds€
- **Cash flow^{8,9}** : ≥ 0
- **Endettement financier net / EBITDA^{8,9}** : $\leq 2,5x$
- **Taux de distribution du résultat net courant¹⁰** : 50 %

Au-delà de 2018

- **Réduction des charges opérationnelles⁷** : ≥ 1 Md€ en 2019 par rapport à 2015
- **Cessions d'actifs sur 2015-2020** : au moins 10 Mds€
- **Taux de distribution du résultat net courant¹⁰** : 45 % à 50 %

⁷ À périmètre, taux de change et hypothèse de taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

⁸ À taux de change 2016 et hypothèse de prix d'électricité en France 2018 sur les volumes non couverts au 31/12/2016 ≥ 36 €/MWh

⁹ À taux de change 2016. Cash flow hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs, avec hypothèse de taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017 et 3,9 % pour 2018, hors acompte sur dividende au titre de l'année fiscale 2018 qui sera décidé au 2^e semestre 2018

¹⁰ Ajusté de la rémunération des emprunts hybrides comptabilisés en fonds propres

Avancées significatives dans la mise en œuvre du plan de performance

Succès de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant d'environ 4 milliards d'euros

Le 28 mars 2017, EDF a annoncé le succès de son augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant final brut de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse) s'élève à 4 017 905 375,40 euros et se traduit par l'émission de 632 741 004 actions nouvelles.

A l'issue de la période de souscription, qui s'est achevée le 21 mars 2017, la demande totale s'est élevée à environ 4,9 milliards d'euros. La part marché a été ainsi souscrite à hauteur de 185,9 %.

Conformément à son engagement, l'État français a souscrit 3 milliards d'euros, soit environ 75 % de l'augmentation de capital et détient 83,10 % du capital social d'EDF après réalisation de l'augmentation de capital. La dilution de l'État français se traduit par un élargissement du flottant, la part détenue par le public (dont l'actionnariat salarié) étant portée de 14,25 % à 16,81 % du capital social de la Société.

Le produit de l'augmentation de capital servira principalement au financement des opérations de développement du groupe EDF sur la période 2017-2020, en cohérence avec la stratégie CAP 2030, et d'une manière générale, à renforcer la flexibilité financière du Groupe.

Plan de cession

- Finalisation de la cession de 49,9 % de RTE avec la Caisse des Dépôts et CNP Assurances

Le 31 mars 2017, EDF a finalisé avec la Caisse des Dépôts et CNP Assurances la cession de 49,9 % du capital de la coentreprise détenant la totalité des titres de RTE depuis décembre 2016. Cette annonce fait suite aux autorisations des autorités compétentes en matière de contrôle des concentrations.

L'opération a été réalisée sur la base d'une valorisation de 8,2 milliards d'euros pour 100 % des fonds propres de RTE (EDF bénéficiera éventuellement d'un complément de valeur pouvant atteindre 100 M€). Elle contribue à une diminution de l'endettement financier net du groupe EDF d'environ 4 milliards d'euros, avant éventuel complément de prix.

- Avancée de la cession des actifs de charbon et de fret d'EDF Trading à JERA Trading, EDF détenant depuis le 4 avril 2017 une participation de 33,3 % dans JERA Trading.
- Le 31 janvier 2017, finalisation de la cession de la totalité du capital d'EDF Démász zrt, filiale hongroise d'EDF à ENKSZ. La transaction valorise les 100 % d'EDF dans EDF Démász zrt à environ 400 millions d'euros.

EPR de Flamanville : nouveau jalon franchi avec le démarrage de la phase d'essais d'ensemble

Le 15 mars 2017, la construction de l'EPR de Flamanville a franchi un nouveau jalon en entamant la phase des essais d'ensemble de l'installation, conformément au planning annoncé en septembre 2015. Ces essais, qui s'échelonneront jusqu'au dernier trimestre 2018, permettront de vérifier et de tester le fonctionnement de tous les circuits de l'EPR. Ils mobiliseront plus de 1 000 ingénieurs et techniciens expérimentés venant d'EDF et de partenaires industriels.

L'EPR de Flamanville est le réacteur de dernière génération le plus puissant au monde. Le prochain jalon est le chargement de son combustible et son démarrage, à la fin du 4^{ème} trimestre 2018.

Évolution du chiffre d'affaires du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016¹¹	T1 2017	%	Dont % change	Dont % périmètre	Dont % organique
France - Activités de production et commercialisation	11 166	11 354	+1,7	-	-	+1,7
France - Activités régulées	4 784	4 862	+1,6	-	-	+1,6
Royaume-Uni	2 929	2 568	-12,3	-10,5	-	-1,8
Italie	3 119	2 797	-10,3	-	+0,1	-10,4
Autres métiers	1 999	2 153	+7,7	+0,3	+1,6	+5,9
Autre international	1 546	1 467	-5,1	+2,5	-5,3	-2,3
<i>Opérations inter-segment</i>	<i>(4 101)</i>	<i>(4 073)</i>	<i>-0,7</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-0,7</i>
Total Groupe	21 442	21 128	-1,5	-1,2	-0,2	0,0

Le chiffre d'affaires du Groupe sur le premier trimestre 2017 s'élève à 21,1 milliards d'euros, stable en organique par rapport au premier trimestre 2016.

En France, le chiffre d'affaires des Activités de production et de commercialisation, est en hausse organique de 1,7 % en lien notamment avec les volumes de ventes ARENH.

Le chiffre d'affaires des Activités régulées est en hausse organique de 1,6 %, soutenu par l'évolution positive de l'indexation du TURPE 4 en 2016.

Au Royaume-Uni, la baisse organique de 1,8 % du chiffre d'affaires reflète majoritairement la baisse des prix de marché.

En Italie, le chiffre d'affaires est en baisse organique de 10,4 % en raison principalement de la baisse des prix réalisés dans le gaz, cette baisse étant sans effet sur la marge.

Le chiffre d'affaires du segment Autres métiers est en hausse organique de 5,9 % principalement due aux services énergétiques.

Le chiffre d'affaires du segment Autre international est en baisse organique de 2,3 %, en raison de la révision contractuelle du tarif du contrat de vente d'électricité d'EDF Norte Fluminense qui a eu lieu fin 2016.

¹¹ A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-segments

Évolution du chiffre d'affaires du Groupe par segment

France – Activités de production et commercialisation

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
France - Activités de production et commercialisation	11 166	11 354	+1,7	+1,7

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2017 du segment France - Activités de production et commercialisation, s'élève à 11,4 milliards d'euros, en hausse organique de 188 millions d'euros (+1,7 %) par rapport au premier trimestre 2016.

Sur le premier trimestre 2017, les impacts liés au climat (+0,8 TWh) et à l'année bissextile 2016 ont un effet négatif de 171 millions d'euros. En effet, le climat froid sur le mois de janvier (+3,4 TWh par rapport à la normale) a été pénalisant dans un contexte de prix élevé. Par ailleurs, la baisse des tarifs au 1^{er} août 2016 conduit à une baisse du chiffre d'affaires de 37 millions d'euros. Dans un contexte d'intensité concurrentielle, les pertes clients s'établissent à -3,4 TWh sur le premier trimestre 2017 et sont partiellement compensées par la croissance des volumes livrés.

Le premier trimestre 2017 est marqué par les fortes souscriptions ARENH au guichet du 16 novembre 2016, celles-ci s'élevant pour le trimestre à 20,2 TWh, alors que les souscriptions étaient nulles pour l'année 2016. Cet effet favorable sur le chiffre d'affaires de 849 millions d'euros est plus que compensé par la baisse des ventes nettes sur les marchés, qui sont en retrait de -895 millions d'euros¹², en raison notamment de la baisse de la production et du sourcing de la souscription ARENH. Les autres ventes sont en augmentation de 425 millions d'euros, notamment du fait de la hausse des prix de marchés sur les reventes d'obligations d'achats des énergies renouvelables (+159 millions d'euros).

La production nucléaire s'élève à 108,5 TWh, un niveau conforme aux prévisions compte tenu des arrêts de réacteurs pour contrôles supplémentaires initiés en 2016.

Le recul de la production de 7,6 TWh par rapport au premier trimestre 2016 s'explique pour l'essentiel par les arrêts de Fessenheim 2 et Gravelines 5 liés aux dossiers de fabrication de l'usine Creusot Forge, et par la fin des contrôles des générateurs de vapeur concernés par la problématique de « ségrégation carbone ».

Les 18 réacteurs contrôlés ont ainsi progressivement obtenu l'autorisation de redémarrage de l'ASN confirmant leur aptitude à fonctionner en toute sûreté, le dernier ayant redémarré le 1^{er} mars 2017.

Parallèlement, l'arrêt fortuit du réacteur n°1 de Flamanville depuis le 9 février a été compensé par la bonne performance des réacteurs en fonctionnement.

En prenant en compte le redémarrage des réacteurs de Bugey 5 et Gravelines 5 prévu fin juin et celui de Fessenheim 2 fin juillet, le groupe EDF confirme donc son objectif de production nucléaire pour l'année 2017 de 390–400 TWh.

Malgré la bonne contribution de la production hydraulique lors des pointes de consommation de l'hiver 2017, la production du premier trimestre est en légère baisse (-1,5 TWh) et s'établit à 10,8 TWh¹³, en raison d'une hydraulicité en dessous des moyennes historiques sur les mois de janvier et février 2017.

En complément, les centrales thermiques, notamment au gaz, ont été plus fortement sollicitées. Leur production, en hausse de 2,8 TWh par rapport au premier trimestre 2016, atteint 5,3 TWh.

¹² Hors achats additionnels d'énergie nécessaires sur les marchés

¹³ Production hydraulique hors activités électriques insulaires avant déduction des volumes pompés. La production après déduction des volumes pompés représente 8,9 TWh sur le premier trimestre 2017 et 10,4 TWh sur la même période en 2016

**France – Activités régulées :
Un chiffre d'affaires soutenu par l'évolution du TURPE 4**

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
France - Activités régulées	4 784	4 862	+1,6	+1,6

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2017 du segment France - Activités régulées, s'élève à 4,9 milliards d'euros, en hausse organique de 1,6 % par rapport au premier trimestre 2016.

Les ventes ont bénéficié de l'évolution positive de l'indexation du TURPE 4 au 1^{er} août 2016 pour un montant de 42 millions d'euros et des effets volumes et prix favorables pour un montant de +57 millions d'euros. En revanche, l'effet climat et année bissextile a eu un impact global négatif pour un montant de 31 millions d'euros.

**Royaume-Uni : des ventes pénalisées par des prix de marché en baisse,
maintien à un haut niveau de performance du parc nucléaire**

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
Royaume-Uni	2 929	2 568	-12,3	-1,8

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros est en baisse organique de 1,8 % par rapport au premier trimestre 2016. L'appréciation de l'euro vis-à-vis de la livre sterling a par ailleurs eu un impact défavorable de 307 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2016.

La production nucléaire s'élève à 16,0 TWh, soit +0,3 TWh par rapport au premier trimestre 2016, confirmant ainsi l'excellente performance opérationnelle. Cette amélioration est liée à un calendrier favorable des opérations de rechargement en combustible du parc nucléaire.

Malgré ce résultat, le chiffre d'affaires est pénalisé par une forte baisse des prix de marché.

Le portefeuille des clients particuliers reste stable au premier trimestre 2017.

Italie : Baisse du chiffre d'affaires sans impact sur la rentabilité

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
Italie	3 119	2 797	-10,3	-10,4

En Italie, le chiffre d'affaires s'élève à 2,8 milliards d'euros, en baisse organique de 10,4 % par rapport au premier trimestre 2016.

Dans les activités électricité, le chiffre d'affaires est en baisse malgré des conditions de prix favorables en raison principalement de la baisse des volumes de ventes.

Dans les activités hydrocarbures, le chiffre d'affaires est en décroissance en raison de la baisse des prix réalisés dans le gaz sans impact significatif sur la rentabilité en raison des couvertures. Par ailleurs, les activités d'E&P ont bénéficié de la hausse des prix du brent et les volumes de vente de gaz ont progressé suite à une hausse de la consommation des clients industriels et des centrales thermiques.

Autres métiers : Des performances opérationnelles solides

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
Autres métiers	1 999	2 153	+7,7	+5,9

Le chiffre d'affaires du segment Autres métiers s'élève à 2,2 milliards d'euros, en hausse organique de 5,9 %.

Les ventes de Dalkia progressent de 15,4 % en organique, sous les effets principaux de l'augmentation des prix des combustibles répercutés aux clients et des indices de révision des contrats de service, ainsi que d'un climat plus favorable.

Le chiffre d'affaires d'EDF Énergies Nouvelles est stable (-0,4 % en organique) reflet de conditions de vents défavorables en France et au Royaume-Uni, compensées par des mises en service notamment aux États-Unis à fin 2016. La capacité en construction atteint 1,8 GW brut et le pipeline de projets s'établit à environ 17 GW.

Le chiffre d'affaires d'EDF Trading est en retrait organique de 30,6 % au premier trimestre 2017 du fait d'une faible volatilité des marchés, d'un climat doux en février et mars, et de prix baissiers sur les activités charbon et sur les activités gaz au Canada.

**Autre international : Poursuite du développement du renouvelable
et des services, mais des effets prix négatifs**

<i>En millions d'euros</i>	T1 2016	T1 2017	%	% organique
Autre international	1 546	1 467	-5,1	-2,3

Le chiffre d'affaires du segment Autre international s'élève à 1,5 milliard d'euros, en baisse organique de 2,3 % par rapport au premier trimestre 2016.

En Belgique, le chiffre d'affaires est stable (+0,1 % en croissance organique). Cette évolution est le reflet d'une hausse des volumes d'électricité vendus, de la croissance des activités des sociétés de services et de la dynamique de progression des capacités éoliennes (qui atteint environ 300 MW, soit +14 % par rapport au premier trimestre 2016). A l'inverse, le chiffre d'affaires a été pénalisé par la baisse des prix de l'électricité et par la baisse des volumes et des prix sur l'activité gaz liée au climat.

En Pologne¹⁴, le chiffre d'affaires est en hausse organique de 1,5 % par rapport au premier trimestre 2016, bénéficiant de l'augmentation des volumes en électricité grâce à la bonne disponibilité des actifs de production, partiellement compensée par un effet prix négatif. Les volumes de vente de chaleur sont en progression grâce au développement commercial et à un effet climat favorable.

Au Brésil, les ventes sont pénalisées par l'effet négatif de la révision contractuelle du tarif du contrat de vente d'électricité d'EDF Norte Fluminense qui a eu lieu fin 2016, et de la moindre sollicitation des services systèmes.

¹⁴ Activités en Pologne d'EDF EN et de Dalkia intégrées dans le segment "Autres métiers"

Principaux faits marquants Postérieurs à la communication du 14 février 2017

Conseil d'administration d'EDF du 6 avril 2017

Fessenheim

Le Conseil d'administration d'EDF du 6 avril 2017 a achevé ses travaux sur la fermeture de façon irréversible et inéluctable de Fessenheim si les conditions ci-dessous sont définitivement remplies :

- que l'abrogation de l'autorisation d'exploiter la centrale de Fessenheim ne prenne effet qu'à la date de mise en service de l'EPR de Flamanville 3 ;
- que la fermeture de la centrale de Fessenheim soit nécessaire au respect du plafond légal de 63,2 GW, tant à la date de la demande d'abrogation qu'à la date de mise en service de l'EPR de Flamanville 3.

En application de la loi, le Conseil a donné instruction au Président-Directeur Général d'adresser, dans les six mois précédant la mise en service de l'EPR de Flamanville 3, cette demande d'abrogation dans les conditions ci-dessus. Il a également autorisé le Président à signer le protocole d'indemnisation négocié avec l'État et approuvé par la Commission européenne, au plus tard à la date à laquelle cette demande sera adressée.

Cette décision du Conseil, prise dans le plein respect de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, garantit l'intérêt social d'EDF et permet à l'entreprise de poursuivre ses missions au service de ses clients en toutes circonstances.

Le décret n° 2017-507 du 8 avril 2017, publié au JO du 9 avril, porte abrogation de l'autorisation d'exploiter à certaines conditions qu'il définit.

Programmation Pluriannuel de l'Énergie (PPE)

Le Conseil d'administration d'EDF réuni le 6 avril 2017 a examiné le projet de plan stratégique, prévu par le Code de l'énergie, qui présente les actions que l'entreprise s'engage à mettre en œuvre pour respecter les objectifs de sécurité d'approvisionnement et de diversification de la production d'électricité fixés dans la première période de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), qui couvre les exercices 2016 à 2018.

Conformément au Code de l'énergie, ce projet de plan stratégique a été transmis au Ministre chargé de l'énergie.

Dans ce plan, EDF explicite les principales actions qu'elle déploie en France sur la période 2016-2018. La stratégie bas carbone du Groupe, articulée autour de trois piliers que sont le nucléaire, les énergies renouvelables et les services d'efficacité énergétique, rejoint les attendus de la PPE.

Dividende proposé au titre de 2016 : 0,90 euro par action (hors dividende majoré) avec option de paiement en actions nouvelles

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 3 mars 2017, a fixé les modalités de règlement du solde du dividende au titre de l'exercice 2016 qui seront proposées au vote des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 18 mai 2017 :

- détachement des dividendes (ordinaire et majoré) le 6 juin 2017 ;
- période d'exercice de l'option de paiement en actions nouvelles du 6 juin au 20 juin 2017 inclus ;
- mise en paiement du solde du dividende et règlement-livraison des actions le 30 juin 2017.

Le solde du dividende à distribuer au titre de 2016 s'élève à 0,40 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende ordinaire et à 0,49 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende majoré, compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,50 euro par action (hors dividende majoré) payé le 31 octobre 2016.

Le développement du nouveau nucléaire

Le 31 mars 2017, EDF Energy a annoncé des avancées pour la construction de centrale Hinkley Point C avec en particulier le premier béton coulé de sûreté nucléaire qui formera la dalle de base d'un réseau de tunnels de service, ainsi que le succès d'un jalon clé obtenu avec l'autorisation de l'autorité de sûreté indépendante ONR.

La relation client au cœur des préoccupations

Le médiateur du groupe EDF publie son rapport 2016

Le 26 avril 2017, Alain Brière, médiateur du groupe EDF, a publié son rapport annuel. Le médiateur a également publié un rapport annuel de la consommation. Il constate en 2016 un léger recul des saisines concernant les clients particuliers, et une légère hausse de celles concernant les professionnels.

EDF, n° 1 de la relation client dans le secteur « Entreprises de Service »

Le 1^{er} mars 2017, pour la deuxième année consécutive, EDF a remporté le 1^{er} Prix du Podium de la Relation Client BearingPoint – Kantar TNS1, dans le secteur « Entreprises de service ». Ce prix illustre l'engagement constant d'EDF au service de ses clients : l'excellence d'une relation toujours plus numérique et humaine, sous-tendue par une dynamique d'innovation permanente. Les conseillers clients d'EDF sont à l'honneur à travers cette récompense.

Le développement des énergies renouvelables et des services

EDF Énergies Nouvelles

- Mise en service de près de 100 MW d'éolien au Royaume-Uni

Le 26 avril 2017, poursuivant son développement au Royaume-Uni, EDF Énergies Nouvelles a annoncé les mises en service des parcs éoliens de Corriemoillie (47,5 MW), Beck Burn (31 MW) et Pearie Law (19,2 MW), par sa filiale locale EDF Energy Renewables, en joint-venture avec EDF Energy.

- Développement de la troisième phase du parc solaire Mohammed bin Rashid Al Maktoum de 800 MW

Le 22 mars 2017, EDF Énergies Nouvelles, s'est allié au consortium mené par Masdar pour développer la troisième phase du parc solaire Mohammed bin Rashid Al Maktoum de 800 mégawatts (MW) – excédant 1 gigawatt-crête (GWc) – à Dubaï. Le projet a été attribué l'an dernier à un prix de 2,99 US cents par kilowatt-heure, ce qui constituait à ce moment-là un tarif record pour la production d'électricité solaire.

- Accélération du déploiement en France, EDF Énergies Nouvelles a annoncé le 14 mars 2017 :
 - la construction en cours de huit parcs éoliens ou solaires, totalisant près de 190 MW, qui seront mis en service dans les prochains mois et notamment le plus puissant parc éolien de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, d'une capacité installée de 66,5 MW;
 - la confirmation du succès des offres en autoconsommation lancées par sa filiale EDF ENR, leader du solaire réparti, aussi bien sur le segment Professionnels, avec un cumul de 10,7 MWc gagnés lors des deux derniers appels d'offres, que sur le segment Particuliers avec 1 500 installations « Mon Soleil & Moi »;
 - enfin, l'acquisition en partenariat de deux projets éoliens en développement, pour une capacité totale de 84 MW.

Ces développements participent ainsi à la mise en œuvre de l'ambition stratégique forte du groupe EDF, CAP 2030, d'accroître la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique.

Solutions pour la recharge des véhicules électriques en habitat collectif

Le 30 mars 2017, EDF a annoncé le lancement de solutions de recharge spécialement conçues pour les personnes résidant en habitat collectif et souhaitant recharger leur véhicule électrique sur leur place de parking. EDF et ses partenaires contribuent ainsi à diversifier les solutions de recharge pour développer la mobilité électrique en habitat collectif.

Les engagements pour la solidarité

EDF s'associe à la Fédération Française de Natation (FFN) et à l'Unicef pour une soirée placée sous le signe de la solidarité

Le 18 mars 2017, le grand public était invité à venir nager pour développer l'accès à l'eau potable en Haïti.

EDF et la Fondation Abbé Pierre poursuivent le partenariat « Toits d'abord »

Le 17 mars 2017, EDF et la Fondation Abbé Pierre ont renouvelé et renforcé leur partenariat pour lutter contre la précarité énergétique des ménages. EDF soutient financièrement le programme « Toits d'abord » de la Fondation Abbé Pierre qui a permis entre 2012 et 2015, la production de plus de 2 700 logements.

Lutter contre la précarité énergétique

Le 28 février 2017, EDF et le Secours Catholique ont renouvelé leur partenariat pour lutter contre la précarité énergétique. Après plusieurs années de coopération fructueuse dans l'aide aux personnes en difficulté, le Secours Catholique et EDF viennent de renouveler leur partenariat. L'objectif de cet accord est d'aider, grâce à des contacts privilégiés entre les équipes du Secours Catholique et celles d'EDF, les personnes en situation de précarité énergétique à payer leurs factures et à les sensibiliser aux économies d'énergie.



Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé sur l'énergie nucléaire, l'hydraulique, les énergies nouvelles renouvelables et le thermique. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 37,1 millions de clients, dont 26,2 millions en France. Il a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 71 milliards d'euros. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

Avertissement

Cette présentation ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de cette présentation ou de son contenu.

Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables à la date du présent document mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique.

Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 mars 2017 (consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com).

EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de cette présentation.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF SA
22-30, avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08
Capital of 1 370 938 843,50 euros
552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse : +33 (0) 1 40 42 46 37

Analystes et investisseurs : +33 (0) 1 40 42 40 38